



Le philosophe dans la Cité

en août)

Jacques Maritain est alors président du *Comité français pour la paix civile et religieuse en Espagne*. Il adresse une lettre au journal anglais *le TIMES* (en 1937, sans doute avant la mort de *Hormiguerra*,

LETTRE AU DIRECTEUR DU « TIMES »

Les événements d'Espagne ne nous offrent pas seulement le spectacle des horreurs de la guerre civile. Tant que celle-ci durera, elle menacera la paix du monde ; elle élève aussi contre la conscience des nations de graves accusations.

La part des Etats totalitaires est ici singulièrement lourde ; je ne m'attarderais cependant pas à chercher quelle est l'échelle des responsabilités. Je ne porterai pas non plus de jugement rétrospectif sur ce qu'on *aurait pu* faire ou éviter. Je constaterai seulement qu'une politique de non-intervention devient déjà un assez piètre (bien que peut-être inévitable) subterfuge lorsque cette non-intervention est en partie fictive et qu'un vertu d'une sorte de convention tacite l'accord officiellement proclamé se trouve violé d'une façon sensiblement égale au bénéfice des camps adverses. Mais ces conditions mêmes n'ont pas été observées. En fait, la France et l'Angleterre n'ont pas su contrôler efficacement la non intervention ; celle-ci a tourné à une intervention militaire puissante et avouée en faveur du général Franco.

*

Il n'est pas question d'opposer à cette intervention militaire une autre intervention militaire. Dans les circonstances présentes, les intérêts de la paix du monde l'interdisent certainement ; opter pour une guerre européenne en Espagne serait une grande folie et un crime contre l'Europe.

Mais n'est-ce pas aussi une autre folie et un autre crime d'abandonner à la mort et à la ruine une population à l'égard de laquelle, en concluant les accords de non intervention, on prenant l'engagement moral que ceux-ci seraient respectés ? Et de se voiler la face en disant : qu'on en finisse le plus vite possible, le plus tôt sera le mieux, vite l'écrasement complet des républicains espagnols ?

*

Il convient de faire ici remarquer trois choses : 1° il n'apparaît pas, au dire des experts militaires que l'opération puisse avoir lieu si vite, ce sont donc encore quelques belles tueries qui nous sont promises. 2° Quoi qu'on pense du gouvernement de Barcelone, il est clair qu'il ne s'agit pas d'une bande de forcenés imposant leur domination par la violence ; ce gouvernement a avec lui une importante masse de population décidée à résister jusqu'à la dernière extrémité ; 3° en ce qui concerne en particulier la Catalogne, on sait l'attachement commun des Catalans, à quelque parti qu'ils

appartiennent, à leurs libertés, à leur langue et à leur culture ; on sait aussi que le gouvernement de Burgos a pris soin de déclarer que son triomphe signifierait l'abandon de toute autonomie catalane et d'illustrer cette déclaration par la mise à mort du député catalan Carrasco Hormiguera, homme intègre et universellement respecté, détenu depuis treize mois dans les prisons de Burgos. C'est à une lutte acharnée, dans laquelle un peuple d'un degré de civilisation élevé aura dans sa forte majorité le sentiment de défendre un patrimoine national qu'il faut s'attendre en Catalogne.

Carrasco Hormiguera



La France et l'Angleterre se trouvent ainsi placés devant une situation tragique, qui met en jeu de grandes responsabilités morales. A notre avis, il ne leur reste qu'une issue honorable : c'est d'entreprendre une action diplomatique énergique pour obtenir que des négociations de paix s'ouvrent entre les deux partis. Vite la fin des tueries ! Vite l'armistice et les pourparlers de paix !

L'initiative ne peut venir que de l'extérieur : ce n'est pas au moment où ils tendent leur forces combattives au suprême degré que l'un ou l'autre camp en guerre peut commencer à parler de paix. Le devoir des puissances d'agir fermement et rapidement apparaît ainsi comme impérieux.

*



Il a été dit que l'accord anglo-italien entrerait en vigueur aussitôt après la fin de la guerre civile espagnole. Il n'est pas spécifié, je pense, que cette fin de la guerre civile doit être procurée par l'anéantissement de l'un des deux adversaires plutôt que par une juste paix ; il semble, au contraire que l'intérêt des deux Etats, comme celui de l'Europe, est que l'accord en question entre en vigueur le plus vite possible. Je suppose

que, lorsqu'ils seront décidés à obtenir à bref délai l'ouverture de négociations de paix, le gouvernement britannique et le gouvernement français (sans parler des autres gouvernements qu'ils pourraient intéresser à leur initiative) ne manqueront pas d'arguments capables d'impressionner à la fois Burgos et Barcelone.

On souhaite qu'ils comprennent avec cela qu'une condition préalable, d'ordre psychologique, est nécessaire ; rien d'utile ne pourra être entrepris pour la paix tant que ne sera pas abolie la persuasion où se trouve de fait, la population de chacun des deux camps que l'autre parti a juré son extermination. Ici encore, il n'est pas impossible de trouver un moyen efficace (engagement solennel auprès d'un tiers, par exemple) d'obtenir le résultat souhaité.

Encore une fois, la conscience ne permet ni que l'on compromette follement la paix du monde par une politique d'intervention militaire et de guerre européenne en Espagne, ni que l'on assiste stupidement à des hécatombes et à des destructions affreuses qu'une politique de non-intervention fermement contrôlée et universellement respectée aurait pu arrêter. Il n'est qu'une issue pour l'honneur des nations comme pour la sécurité de l'Europe : l'armistice et la paix en Espagne.

En parlant ainsi, nous n'obéissons à aucun souci de parti, nous avons dit et répété qu'il ne convient pas à un étranger de prendre parti dans cette guerre civile. Voilà des mois

Tolède - fin du siège



que le *Comité pour la paix civile et religieuse en Espagne* demande une juste médiation. Quel que soit le camp que la fortune semble favoriser, l'urgence est la même d'en finir, non par l'écrasement de l'adversaire, mais par une procédure de conciliation à laquelle aspirent secrètement tant d'Espagnols, mais qui n'est possible que moyennant l'action des puissances, et qui soit assez juste et assez modérée pour inaugurer une lente et progressive pacification des esprits.

*

S'il est, parmi les chefs de peuples, des hommes qui croient encore à la justice divine, ils savent qu'il y a des fautes politiques qui sont des fautes morales et qui crient vers le Ciel. C'est vers ces hommes que se tournent ceux qui ne veulent pas désespérer tout à fait de la paix et de la civilisation. Et, pardessus tout, ils se tournent vers le plus haut représentant de l'autorité spirituelle, vers le Pape qui a dit maintes fois : « *Dissipa gentes, quae bella volunt* ; ô Dieu ! dispersez les nations qui veulent la guerre ». Le gouvernement de Burgos s'est employé avec trop de zèle à se faire une auxiliaire de la religion pour que celle-ci n'ait pas certains droits à exiger d'être entendus si elle croit devoir élever, au milieu des clameurs de haine, une voix pacificatrice.